

QUESTIONS ECRITES (extraits) Christian Bataille député du Nord à

M. le ministre de l'éducation nationale

Sur les inquiétudes qui demeurent vives au regard des risques que, dans le cadre de la réforme des lycées, les sciences de la vie et de la terre soient supprimées des enseignements fondamentaux des classes de seconde...demande de bien vouloir lui indiquer s'il compte revenir sur cette mesure et confirmer l'enseignement des sciences de la vie comme discipline obligatoire dans les enseignements fondamentaux.

M. le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité

Sur les effets négatifs, dénoncés par les salariés du notariat, consécutifs à la publication du décret n° 2008-147 du 15 février 2008 portant réforme de la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires (CRPCEN)...demande quelles mesures il entend prendre pour répondre à l'attente des salariés du notariat, afin qu'une solution acceptable et consensuelle pour aménager cette réforme puisse être mise en oeuvre.

Mme la ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative

Sur la forte inquiétude exprimée par de très nombreux auxiliaires médicaux cotisants et allocataires qui s'interrogent sur les conséquences du refus des caisses d'assurance maladie de financer les droits de l'avantage social vieillesse (ASV) acquis à ce jour, alors que ce régime complémentaire est désormais en cessation de paiement...demande quelles mesures elle entend mettre en place pour consolider les comptes de l'ASV pour 2008 et assurer pour l'avenir sa pérennité.

M. le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique

Sur l'annonce de la suppression de l'aide ménagère à domicile (AMD) pour les personnels retraités de l'État à compter du 1er janvier 2009...demande de bien vouloir revenir sur cette décision et de maintenir cette prestation.

M. le ministre de l'éducation nationale

Sur les inquiétudes exprimées par les organismes qui, telle la Ligue de l'enseignement, sont agréés depuis plusieurs dizaines d'années par le ministère de l'éducation nationale, pour les activités éducatives qu'ils proposent à plusieurs millions d'enfants et de jeunes scolarisés. Ces activités, telles que l'accompagnement scolaire, l'encadrement et la formation de jeunes, les classes de découvertes et les voyages scolaires éducatifs, les activités sportives, les ateliers de pratiques artistiques, l'environnement et le développement durable, s'inscrivent dans les apprentissages éducatifs nécessaires à chaque enfant...demande de bien vouloir lui préciser ce qu'il compte mettre en oeuvre pour répondre aux attentes des associations éducatives, de la communauté éducative, des familles, des parents et élus et s'il compte rendre les moyens financiers indispensables aux associations d'éducation populaire.

M. le ministre de l'éducation nationale

Sur la vive inquiétude de l'Office central de la coopération à l'école (OCCE) quant à la suppression d'une grande partie de l'aide financière qui lui permet de réaliser ses activités de soutien à l'école publique...demande de revenir sur cette décision qui menace gravement le fonctionnement du service public de l'éducation et l'école de la République.

M.le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville

Sur la suppression intervenue le 1er janvier 2009, de l'allocation équivalent retraite (AER) pour les personnes ayant cotisé 160 trimestres et plus. Réservée aux demandeurs d'emploi âgés ayant travaillé toute leur vie, bien souvent dès l'âge de 14 ans, la suppression de l'AER plonge de nombreuses familles dans la misère...demande de revoir dans un sens plus acceptable la situation des chômeurs âgés qui ont commencé à travailler précocement, et éviter à ceux qui auraient pu bénéficier de l'AER, d'être rejetés dans la plus grande précarité.

M.la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi

Sur l'organisation administrative de la surveillance et du contrôle des marchés...demande, en conséquence, de lui indiquer les mesures que le Gouvernement compte prendre afin de garantir que le contrôle et la régulation des activités économiques sur le territoire, par l'administration, soient toujours au bénéfice du consommateur.

M.le ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire

Sur la prise en charge par les collectivités des coûts du renforcement du réseau de distribution publique d'électricité dans les opérations de raccordement...demande s'il envisage la modification du décret du 28 août 2007 pour se conformer aux dispositions de la loi du 10 février 2000 afin de ne pas pénaliser les finances des collectivités déjà en difficulté.

M.le secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation

Sur la situation des travailleurs de l'entreprise du groupe PPG, leader mondial dans les peintures décoratives et leader européen de peinture et résines qui a annoncé la suppression de 240 emplois sur les sites de Saultain et de Marly...demande les mesures qu'il compte mettre en oeuvre pour assurer la sauvegarde des 240 emplois menacés sur les sites de Saultain et de Marly du groupe PPG.

M.le ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire

Sur les conséquences de l'ouverture de la plateforme industrielle du courrier du Nord, située à Lesquin...demande les dispositions qu'il compte prendre pour obtenir de l'administration de l'État et de ses partenaires que les principes de bon sens, en matière environnementale et de lutte contre le CO2, ne soient plus bafoués.

M.le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique

Sur la situation des contrôleurs principaux promus inspecteurs des impôts avant le 1er janvier 2007, date de mise en vigueur du décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006...demande de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'il compte prendre afin de mettre un terme à cette iniquité.

Mme la ministre de la santé et des sports.

S'exprimant en ouverture du 39e congrès de la Mutualité française, qui s'est tenu le 6 juin, le Président de la République a affirmé qu'à l'avenir "les régimes de base de l'assurance maladie ne pourront pas tout financer"...demande de lui préciser quelles sont les maladies graves qu'elle envisage d'exclure du champ de la sphère publique et de la solidarité nationale pour les transférer aux assureurs privés.

M.le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville

Sur le projet de réorganisation du réseau des caisses d'allocations familiales dans le Nord...demande s'il entend répondre à l'inquiétude qu'expriment les associations familiales et de lui indiquer s'il envisage la promulgation d'un décret prévoyant un aménagement particulier de la gouvernance des CAF dans le département du Nord.

M.la ministre de la santé et des sports

Sur le contenu des états généraux de la bioéthique dans le cadre des révisions des lois de bioéthique de 2004...demande de bien vouloir lui indiquer les raisons de l'exclusion de la question de la fin de vie de ces débats nationaux et les dispositions qu'entend prendre le Gouvernement pour y remédier.

Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi

Sur la situation de l'entreprise Porthault à Cambrai qui suscite les plus vives inquiétudes chez ses 80 salariés...demande de lui fournir tous les éléments d'information en sa possession, afin que les salariés soient normalement informés.

M.le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville

Sur les légitimes inquiétudes engendrées par l'application des conditions du régime social des indépendants concernant le calcul de la pension de réversion accordée à la veuve d'un titulaire décédé qui bénéficiait de la majoration pour conjoint coexistant, appelée « droit de conjoint »...demande s'il entend prendre des dispositions afin de répondre à l'attente de ces personnes veuves et pour permettre la prise en compte, dans le calcul des droits à la pension de réversion, du « droit de conjoint ».

Mme la secrétaire d'État chargée du commerce extérieur

Sur les très mauvais résultats du commerce extérieur de l'année 2008...demande comment elle compte défendre certains secteurs stratégiques, comme l'industrie nucléaire française, qui reposent sur une technologie de pointe et sont relayés à l'international par un volontarisme fort de la République française contradictoire avec la politique de concurrence mondialisée voulue par la Commission européenne et son président.

M.le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville

Sur les difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre et l'application du dispositif de reconnaissance des sites et entreprises dont l'activité a généré une forte exposition des salariés à l'amiante...emande de lui préciser la volonté du Gouvernement dans la reconnaissance des sites « amiante » ainsi que dans l'application du dispositif de l'ACAATA, et plus particulièrement concernant la demande déposée pour le site Akers de Berlaimont.

M.le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales

Sur le sentiment de nombreux automobilistes, qui perçoivent souvent comme excessifs les contrôles de vitesse ou d'infractions au code la route...demande de lui indiquer s'il existe ou non une forme d'intéressement salarial des forces de l'ordre basé sur la réalisation d'un volume de contraventions, ou bien encore de lui préciser si des consignes incitatives liées à des politiques d'objectifs pourraient, de manière indirecte, nuire à la mission et à l'image des autorités.

Mme la ministre de la santé et des sports

Sur les préoccupations des membres de la Caisse nationale mutualiste (ex-FNACA), attachés au principe fondateur de l'assurance maladie qui repose sur la solidarité et opposés au projet gouvernemental de bouclier sanitaire...demande de l'informer des mesures que compte prendre le Gouvernement pour répondre à l'attente des adhérents de la Caisse nationale mutualiste prévoyance santé.

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

(extraits du J.O)

Christian Bataille député du Nord à

COLLATION DES GRADES

A M. le ministre des affaires étrangères, qui a signé, le 18 décembre dernier, un accord avec monseigneur Mamberti, représentant du Saint-Siège...qui confère aux établissements catholiques d'enseignement supérieur et au Vatican l'autorité pour délivrer grades et diplômes, non seulement dans le domaine religieux, mais pour l'ensemble des diplômes publics...

...Ma première question porte sur la forme : entendez-vous revenir à une consultation normale du Parlement ?

Ma deuxième question porte sur le fond : pourquoi votre Gouvernement remet-il en cause, en toute occasion, la laïcité de notre République ? Est-ce pour vous conformer au modèle libéral ? Est-ce pour saper l'autorité de l'université républicaine en incluant dans le décret, de façon inacceptable, tous les diplômes publics ? Ou bien s'agit-il plus simplement de l'acharnement de certains pouvoirs, alors que les lois laïques restent plus que jamais un principe fondateur de la concorde républicaine ?

LA POSTE

Monsieur le Premier ministre, vous mettez, avec l'ensemble du Gouvernement, les services publics à rude épreuve : privatisation, perte d'efficacité et hausse des prix sont les résultats de votre action. Il en est ainsi pour La Poste, dont vous voulez ouvrir le capital, processus qui conduira inéluctablement, dans les années à venir, à la privatisation, comme cela a été le cas pour France Télécom et pour GDF...Nous vous demandons de nous dire clairement si vous voulez aller vers un mieux préservant le service public de La Poste ou si, au contraire, vous confirmez votre intention de la privatiser.

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT
(extraits du J.O)
Christian Bataille député du Nord à

M.le Ministre des transports.

Des informations contradictoires font état d'éventuelles menaces contre la liaison quotidienne aller-retour entre Cambrai et Paris par le train Corail Intercités. Il en va de même pour la liaison aller-retour Maubeuge-Aulnoye-Paris, elle aussi assurée par un train Corail Intercités direct. Ces deux liaisons connaissent au départ de Paris un taux de fréquentation élevé, qui s'amenuise au fil des arrêts, notamment après Saint-Quentin. Cette faible fréquentation en fin d'une ligne n'est cependant pas inférieure à ce que l'on peut observer au bout de certaines lignes de TGV....Pouvez-vous donc, monsieur le secrétaire d'État, éclairer la représentation nationale sur l'avenir, au delà de 2010, de ces liaisons ferroviaires indispensables, comme beaucoup d'autres, à la cohésion territoriale ?

Mme la ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative

Sur les conditions et les moyens consacrés à l'organisation des services de Permanence Des Soins (PDS) en milieu rural et plus particulièrement dans l'arrondissement de Cambrai...demande de bien vouloir lui indiquer si elle peut envisager le classement des secteurs précités en zone sinistrée à faible densité médicale et quelles mesures elle compte prendre pour assurer la pérennité des services de permanence des soins et répondre aux besoins de la population pour encourager l'installation des professionnels de santé en milieu rural.

EN PREPARATION

Une nouvelle fracture numérique

D'un côté, les territoires urbains qui bénéficient de tous les services (haut débit, réseaux de fibres optiques, TNT) et de l'autre, des communes rurales mal desservies et certains secteurs qui n'ont pas accès aux réseaux numériques.

D'importantes zones de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe ne sont toujours pas couvertes par la diffusion de la télévision numérique terrestre (TNT) alors que 95 % de la population hexagonale en bénéficie depuis 4 ans..... pouvez me préciser à quelle date les zones délaissées seront couvertes par la TNT avant l'arrêt de la diffusion analogique ? Que comptez-vous faire pour combler l'apparition « des vides numériques » sur notre territoire ?